

VIVRE !

Alors que l'été joue les prolongations, voilà déjà que se prépare le budget 2027 de la Nation.

Un budget qui sera une nouvelle fois marqué par le sceau de l'austérité.

Une austérité pour le monde du travail tandis que les intérêts du capital seront toujours cajolés et qu'une fois de plus le budget « de la guerre » se verra renforcé.

Si nul ne peut ignorer les menaces qui pèsent sur notre planète, tout laisse à penser que ce n'est pas en renforçant les moyens financiers ou en développant les armes, que les dangers d'un embrasement mondial s'éloignent. À y regarder de près, c'est toute le contraire qui se passe.

Dans ce contexte, il y a besoin de mobilisation. La journée du 29 septembre à l'appel des organisations syndicales en est un exemple. Mais il y a aussi besoin de constructions politiques.

Si nous sommes encore loin de la Présidentielle, il nous faut regarder avec lucidité l'ensemble des enjeux qui sont devant nous.

Beaucoup diront le danger de l'extrême-droite, d'autres diront le besoin de rassemblement pour espérer jouer la gagne.

Ces « éternels » refrains, cela fait plus de 20 ans que nous les entendons.

Si chacun peut avoir raison, la seule question qui vaille d'être posée est bien la seule rupture avec les logiques actuelles. Ces mêmes

logiques sont proposées par le camp qui va de l'extrême-droite, en passant par les LR, Horizons jusqu'à la macronie.

La social-démocratie incarnée par le potentiel candidat Glucksmann, soutenu par une grande partie des dirigeants du PS –malgré la présence de leur secrétaire national à la primaire– démontre à la fois une stratégie frileuse pour des changements, mais aussi un refus de s'en prendre sur le fond aux logiques capitalistes. Ces mêmes logiques sont portées par le parti des écologistes.

Reste ce que qualifient certains, l'autre gauche incarnée par Mélenchon, la France Insoumise et le Parti Communiste Français. Beaucoup pourraient penser que c'est la même chose, les mêmes orientations et choix politiques, et donc qu'un rassemblement ou un soutien commun à une candidature seraient une simple formalité et que cela suffirait pour gagner.

Tout cela n'est pas si simple. Il suffit simplement de regarder dans le fond les propositions et actes politiques.

Sur la démarche pour le choix de candidature, sur la démocratie, sur la laïcité, sur le vivre-ensemble, sur



l'environnement, les énergies renouvelables, sur la répartition des richesses et la protection sociale... il existe des différences notoires qui certes pourraient se discuter mais qui ne peuvent pas se détacher d'un élément essentiel qui est celle de la construction commune.

Et là que ce soit pour le choix de la candidature –et quoi que nous en pensions les communistes ont fait un choix démocratique– que sur la construction programmatique, aucune discussion n'a été pour l'heure possible.

Aussi, si nous voulons que les lignes bougent, il y a besoin de porter publiquement les choix et propositions du PCF.

Au-delà du travail qu'il nous faut poursuivre en interne, il y a besoin d'être à l'initiative sur les lieux de vie (entreprises, quartiers, marchés...).

Il ne va pas s'agir d'être une équipe de supporters, mais d'être les acteurs pour un changement de société.

Une société plus juste, durable,

démocratique.

Une société pour VIVRE dignement. ■

Alain BACHÉ

Secrétaire départemental du PCF



RASSEMBLEMENTS MANIFESTATIONS

SAMEDI 26 SEPTEMBRE à 17 H

Place de la Mairie à MONT-DE-MARSAN

**MARCHE POUR LE CLIMAT, LE VIVANT, LA PAIX
ET LA JUSTICE SOCIALE**

Rassemblement, prises de parole, témoignages

MARDI 29 SEPTEMBRE à 9 h

aux Arènes de MONT-DE-MARSAN

**Rassemblement à l'appel de l'intersyndicale
grève et manifestation suite aux impacts de cet
été sur le territoire forestier.**



Budget 2027 : Lecornu annonce une saignée sociale au service du capital

Dans un entretien au Figaro, Sébastien Lecornu dévoile un projet de budget d'une violence sociale considérable : 54 milliards d'euros d'économies imposées au pays.

2 milliards seraient prélevés sur les fonctionnaires par le gel du point d'indice, 2 milliards sur les arrêts maladie, 2,5

milliards sur les politiques du travail et de la formation. Encore une fois les retraités sont honteusement ciblés, menacés par le gel des pensions ou la réduction de l'abattement fiscal pour 6 milliards d'euros ! Les APL pourraient être bloquées alors que les loyers et les charges ont augmenté de 20% en cinq ans. Les collectivités pourraient aussi être contraintes de réduire leurs services publics. Le gouvernement prévoit même de restreindre les droits sociaux des étrangers pour détourner la colère vers les plus fragiles.

Dans le même temps, la contribution exceptionnelle des grandes entreprises serait réduite de 2,5 milliards d'euros, le Pacte Dutreil et les principales niches fiscales seraient sanctuarisés. C'est inacceptable alors que les plus grandes entreprises françaises ont versé 61 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires au deuxième trimestre 2026, un triste record en Europe ! Et le budget militaire augmenterait de 6,4 milliards.

Tout est dit : ce budget est un budget de classe.

L'hôpital, l'école, les salaires publics, les retraites et les collectivités sont traités comme des coûts, tandis que les profits et les grandes fortunes restent protégés. Le déficit est le résultat des cadeaux fiscaux accordés au capital et des intérêts versés aux marchés financiers qui se gavent sur le dos des Français-es. Le péril c'est la finance, pas la dette !

Ce budget vise également à marteler de façon mensongère que seule une politique capitaliste est possible et à enfermer le débat de l'élection présidentielle dans ce cadre. Avec notre candidat Fabien Roussel, nous portons une alternative à cette politique pour enfin vivre mieux en France et vivre en paix !

Le PCF refuse cette saignée sociale. La France ne manque pas de richesses : elles sont accaparées par une minorité et détournées de l'emploi, des salaires et de l'investissement utile socialement et écologiquement.

Pour ouvrir le débat sur le budget 2027, nous proposons immédiatement trois mesures pour agir contre la vie chère, augmenter les salaires et les pensions et développer le pays, des mesures



attendues par nos concitoyennes et concitoyens :

⇒ Agir contre la vie chère : baisser la fiscalité sur les prix du carburant et les bloquer à 1,60 euros le litre ; baisser de 30% les prix de l'électricité et du gaz

⇒ Augmenter les salaires et les

pensions : porter le smic à 2200 euros bruts, indexer les salaires et les pensions sur l'inflation, augmenter les bas-salaires et revaloriser immédiatement de 10% le point d'indice.

⇒ Développer le pays : engager un plan de 60 milliards d'euros pour l'emploi, la formation et le climat visant le développement des services publics, la relocalisation industrielle, la mise à niveau du système électrique, la mobilité propre et la rénovation thermique.

Ces mesures sont finançables en faisant contribuer les grandes fortunes, les dividendes et les revenus financiers, en arrêtant la distribution des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises sans critère, en mobilisant le pôle public bancaire existant avec des prêts à taux zéro pour les projets utiles.

Le PCF combattra ce budget au Parlement comme dans le pays et présentera une véritable alternative. L'argent doit aller au travail, à l'emploi, au climat, à l'industrie, aux services publics et à la paix, pas aux marchés financiers et à l'économie de guerre.

A l'opposé de l'engrenage vers la guerre, la France doit vite prendre des initiatives diplomatiques car la crise énergétique ne se résoudra pas en autarcie. Une économie de la Paix doit s'imposer rapidement avant qu'une pénurie de diesel mette en panne sèche l'économie mondiale. Les attaques contre les raffineries dans le monde, les chantages portant sur les ressources énergétiques doivent cesser. S'en prendre à l'énergie est criminel au regard des conséquences pour les peuples ! L'énergie n'est pas une marchandise, c'est un bien commun.

Nous appelons dès à présent les travailleuses et travailleurs à répondre massivement à l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique le 29 septembre et à se mobiliser dans toutes les luttes pour le progrès social et écologique, en participant aux grèves, aux rassemblements, aux marches citoyennes telle la marche du 26 septembre pour le climat.■

Journée internationale de la paix : se mobiliser contre les fauteurs et les marchands de guerre

Les politiques impérialistes et la concurrence capitaliste entraînent les peuples du monde dans l'engrenage de la guerre.

Au Proche et au Moyen-Orient, la guerre de l'administration étatsunienne de Donald Trump et du gouvernement israélien contre l'Iran a eu pour conséquence de renforcer la dictature théocratique qui opprime le peuple iranien et de faire exploser la crise énergétique mondiale. L'ensemble de la région plonge dans le chaos.

Le génocide à Gaza et la politique d'épuration ethnique et les crimes de l'armée israélienne et des colons en Cisjordanie menacent l'avenir du peuple palestinien.

L'absence de solution politique et diplomatique à la guerre de la Russie contre l'Ukraine et la spirale militariste de la construction capitaliste de l'UE, alignée sur l'OTAN et accélérée par les annonces guerrières de la conservatrice allemande Ursula von der Leyen, font peser le spectre d'une guerre continentale sur les peuples européens.

Les massacres et les crimes contre l'humanité commis en RDC et au Soudan pour la maîtrise des ressources servent les intérêts de puissances régionales et internationales.

Pendant ce temps-là, le gouvernement français continue de vendre à la découpe l'industrie de défense en rendant service aux intérêts capitalistes et aux fonds de pension spéculatifs. La militarisation de l'économie va de pair avec l'aggravation des politiques d'austérité.

Partout ce sont les peuples qui paient le prix de la gangsterisation des relations internationales par les appétits impérialistes et le viol du droit international, et qui paient le prix de l'explosion des prix de l'énergie et des pénuries d'essence ; alors que les marchands de canon engrangent des profits records sur la mort (334 milliards de chiffres d'affaires pour l'industrie étatsunienne, 151 milliards en Europe en 2024).

Lutter pour la paix, c'est lutter pour faire respecter le droit international et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est lutter pour une économie de paix au service des peuples.

Le PCF et Fabien Roussel, candidat à l'élection présidentielle, ont appelé à la mobilisation pour la paix lors de la journée du 21 septembre et pour les manifestations du 26 septembre pour :

- **la sortie et la dissolution de l'OTAN, en commençant par la sortie du commandement intégré, pour initier la construction d'un espace de paix et de sécurité collective en Europe en toute indépendance des USA ;**
- **la mise sous contrôle de la nation de l'industrie d'armement par la constitution d'un pôle public national industriel de défense construit pour les besoins de la défense nationale et non pour les intérêts spéculatifs de l'exportation d'armes ;**
- **un choc d'investissements pour la construction d'une filière industrielle et**

numérique indépendante et souveraine ;

- **une initiative de paix indépendante de la France en Ukraine ;**
- **des sanctions contre l'État d'Israël et les colons pour renforcer la pression internationale afin d'aboutir à la mise en place effective de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 ;**
- **la signature du traité TIAN d'interdiction générale et globale des armes nucléaires.**

L'assemblée générale annuelle de l'ONU qui est en cours devrait être l'occasion pour la France de tendre la main aux pays qui, notamment dans le « sud global », exigent la construction d'un autre ordre du monde, multilatéral, fondé sur la souveraineté de peuples associés, la réforme des institutions financières internationales et la charte de l'ONU.■

Journées du patrimoine

Bienvenue au siège national du PCF !

Lors des journées du patrimoine, Fabien Roussel a accueilli les visiteurs au siège national du PCF. Voici ces mots de bienvenu.

« Chère visiteuse, cher visiteur, Soyez la bienvenue, soyez le bienvenu au 2, place du Colonel Fabien.

En franchissant ces portes, vous découvrez l'une des grandes œuvres d'Oscar Niemeyer. Communiste brésilien exilé par la dictature, l'architecte de Brasília en offrit les lignes au PCF. Courbes, lumière, coupole et espaces souterrains expriment une même ambition : mettre l'audace, la beauté et l'intelligence humaine à la portée de toutes et tous.

Classé monument historique, ce lieu n'est pourtant pas un musée. C'est une maison de travail, de débats et de luttes. Chaque jour, des femmes et des hommes y agissent pour changer la vie et construire une France de liberté, d'égalité, de fraternité et de paix.

Durant cette visite, je vous invite à regarder l'architecture, mais aussi à écouter ce qu'elle raconte : l'avenir n'est jamais condamné à ressembler au présent. Il peut être imaginé, dessiné et bâti collectivement.

Depuis plus d'un siècle, les communistes entretiennent avec la culture un lien profond. Des artistes et des intellectuels ont cheminé à leurs côtés, dans leur pleine liberté : Aragon, Elsa Triolet, Éluard, Picasso, Léger, Niemeyer et tant d'autres.

Pour nous, la culture n'est ni un luxe, ni un supplément d'âme, ni la propriété de quelques-uns. Elle est un droit. Elle permet de comprendre le monde, de contester l'ordre établi, de partager le sensible et d'ouvrir des chemins d'émancipation.

Voilà pourquoi nous défendons la liberté de création, les droits des artistes, le service public de la culture, l'éducation artistique et l'accès de toutes et tous aux œuvres comme aux pratiques.

Cette maison porte aussi nos combats actuels : vivre dignement de son travail, reprendre le pouvoir sur l'argent, défendre les services publics, faire vivre l'égalité, réussir la révolution écologique, agir pour la paix et rendre au peuple la maîtrise de son destin.

Le patrimoine n'est vivant que s'il nous aide à inventer demain. J'espère que cette visite vous donnera l'envie de mieux connaître notre histoire, nos propositions, nos militants et d'entrer en dialogue avec nous. Ici, vous êtes chez vous.

Très belle visite à toutes et tous »■

Hommage aux enfants juifs raflés dans les Landes



Au parc Jean-Rameau, une foule nombreuse s'est réunie pour honorer la mémoire des enfants juifs raflés dans les Landes à l'été 1942 et assassinés à Auschwitz.

Le mercredi 16 septembre, le parc Jean Rameau de Mont-de-Marsan a été le théâtre d'un moment de recueillement particulièrement émouvant. Devant la stèle qui porte les noms des enfants juifs raflés dans les Landes durant l'été 1942, une foule nombreuse s'est réunie pour leur rendre hommage et perpétuer leur mémoire.

Organisée par l'association Mémoire de la résistance et du génocide des enfants juifs des Landes, cette cérémonie s'inscrit dans un travail de mémoire mené depuis plusieurs années autour de ces enfants victimes de la persécution antisémite et de la déportation.

Des noms gravés pour ne pas oublier

Sur la stèle, les noms des enfants rappellent concrètement l'ampleur de la tragédie qui a frappé les familles juives du département pendant la Seconde Guerre mondiale. Derrière chacun de ces noms se trouve une histoire familiale, une enfance brutalement interrompue et une vie anéantie par la persécution nazie.

Le mémorial du parc Jean-Rameau constitue ainsi un lieu essentiel de transmission. Le président de l'association, Gérard Kerforn, a rappelé que ce monument est l'œuvre des militants, dont André Curculosse, qui ont créé l'association et souligne le travail de recherche réalisé dans les archives départementales par Lucie Lespiau afin de reconstituer cette page douloureuse de l'histoire des Landes.

La jeunesse associée au devoir de mémoire

Cette cérémonie a également accordé une place importante aux jeunes générations. Tout d'abord, les jeunes de l'association Peyrouat Teenagers ont tour à tour lu les dernières lettres de ces enfants. Ensuite, deux élèves du lycée Victor-Duruy ont lu des poèmes devant le mémorial.

Cette cérémonie a revêtu encore plus d'importance tant le nationalisme les replis identitaires s'accompagnent encore d'une montée du racisme et de l'antisémitisme. ■

SOLIDARITÉ POUR VIVRE

Sapeurs-pompiers durs à la peine, dès que retentit la sirène/ À vos rangs, les soldats du feu, et que brille la flamme dans vos yeux/ Dans un petit village, une grande cité/ En suivant le sillage, laissé par nos aînés/ Nous vivons l'idéal de notre engagement/ Inscrit sur nos drapeaux : «courage et dévouement»... Extrait du chant des sapeurs-pompiers (publié le 18/07/2014 par Bataillon ZoneNord). Avec la volonté de prendre soin de l'autre et de la nature, l'entraide et la générosité balayent les égoïsmes pour faire advenir le bien commun. Ensemble, par-delà les différences et les générations, pompiers et anciens pompiers, agents publics des collectivités locales et de l'État, actrices et acteurs de la santé, travailleurs, paysans, artisans, restaurateurs et tant d'autres qui rassemblent leurs forces, s'unissent, pour conjurer le pire. Il s'agit de sauver des vies humaines et animales, protéger des forêts, des villages, des quartiers, des petites entreprises et des usines menacées. Ensemble, ils font face alors que les pouvoirs successifs se sont acharnés à affaiblir et démembrer les services publics de secours, de santé, de transports et de mobilité, d'entretien et de protection de la nature. «Ces gens qui ne sont rien», selon l'expression du président de la République, se font matraquer lorsqu'ils osent réclamer de quoi vivre mieux et les moyens de travailler au bien commun. Comment oublier le qualificatif d'écoterroriste contre une jeunesse refusant que le monde se meure sous les effets des catastrophes climatiques. Le projet de «Transition écologique» annoncé par la ministre, associe acteurs publics et entreprises privées, pour préserver et replanter les massifs forestiers en France. Ce «partenariat public-privé» prétendument pour défendre le climat ou l'environnement (énergie, automobile, transports, hôpitaux ou autres secteurs), aboutit aux mêmes résultats et ce sont toujours les intérêts privés qui priment tandis que le public assume les coûts en cas d'échec. Face à de telles logiques, les mouvements de solidarité en cours et les colères populaires doivent se transformer en une vaste action unitaire. Il s'agit de défendre, améliorer, démocratiser, nos biens communs, nos services publics pour l'intérêt général humain et environnemental. Toutes les catastrophes en cours ne font que souligner l'urgence de bâtir de grands services publics démocratisés et de nouvelles appropriations sociales et citoyennes. Il s'agit d'aller au-delà des anciennes nationalisations qui, trop souvent, n'ont fait que perpétuer un capitalisme d'État sans maîtrise de la production et du travail par les travailleurs. Les événements dramatiques de cet été 2026, le désastre écologique et économique qui frappe la Gironde, les Landes, le Var, le traumatisme de milliers de foyers, le vol spectaculaire au Louvre il y a quelques mois, les révélations sur l'insuffisance des moyens de la justice mis au jour après le crime de Lyhanna, accusent les impasses d'un système qui privilégie les puissances d'argent. Les budgets de la sécurité civile avoisinent 7 milliards d'euros quand les frais financiers qui engraisent les spéculateurs sont dix fois supérieurs. Des centaines de milliers de citoyennes et de citoyens, des travailleurs de toutes professions, autour des pompiers, prennent conscience de leur capacité à écarter le pire tout en mesurant les dégâts de politiques gouvernementales se faisant sans eux, voire contre eux. De nouvelles aspirations émergent pour un nouveau développement des territoires et de nouveaux liens urbains, périurbains et ruraux, une autre façon d'y habiter et de les faire vivre. Il s'agit d'imaginer et de construire une société, un monde, où il fait bon vivre. Un monde où la sécurité humaine serait garantie, où la vie serait moins chère, plus saine, plus autonome et en pleine harmonie avec l'ensemble du vivant. Un monde urés (un monde heureux). ■

Roger La Mougne